ARTICLE 7

Confidentialité

1. Tous les renseignements reçus par les autorités compétentes des parties sont tenus confidentiels.
2. Ces renseignements ne peuvent être divulgués qu'aux personnes ou autorités, y compris les tribunaux et les organes administratifs, relevant de la compétence de la partie requise qui sont concernées par l'établissement, la perception, le recouvrement ou l'exécution des impôts visés par le présent accord, ou par les poursuites ou les décisions en matière de recours se rapportant à ces impôts. Ces personnes ou autorités ne peuvent utiliser ces renseignements qu'à ces fins. Elles peuvent en faire état lors d'audiences publiques de tribunaux ou dans des décisions judiciaires.
3. Sous réserve du paragraphe 4, les renseignements peuvent être divulgués à toute autre personne, entité ou autorité avec l'autorisation écrite expresse de l'autorité compétente de la partie requise.
4. Les renseignements fournis à la partie requérante en vertu du présent accord ne peuvent être communiqués à aucune autre juridiction.

ARTICLE 8

Frais

Sauf accord contraire entre les autorités compétentes des parties, les frais ordinaires engagés pour fournir l'assistance sont supportés par la partie requise, et les frais extraordinaires engagés à cette fin, y compris les frais engagés pour retenir les services de conseillers externes relativement à des litiges ou d'autres questions, sont supportés par la partie requérante. Les autorités compétentes se consultent au besoin au sujet du présent article et, notamment, l'autorité compétente de la partie requise consulte l'autorité compétente de la partie requérante à l'avance si elle s'attend à ce que les frais liés à la fourniture de renseignements concernant une demande en particulier soient extraordinaires.

ARTICLE 9

Dispositions d'application

Les parties adoptent toute législation nécessaire pour se conformer au présent accord et lui donner effet.